

# COMMUNAUTÉ DE COMMUNES HAUT NIVERNAIS VAL D'YONNE



## PROCÈS-VERBAL

### CONSEIL COMMUNAUTAIRE

MARDI 13 février 2024

Date de la convocation : 7 février 2024

Date d'affichage : 7 février 2024

Nombre de membres :

En exercice : 49

Quorum : 25

Présents : 37

Procurations : 8

Nombre de votants : 45

L'an deux mille vingt-quatre, le 13 février, à 18 heures 30, les membres de Conseil Communautaire, dûment convoqués, se sont réunis, en séance ordinaire, à Varzy, salle du château sous la présidence de Mme. Brigitte PCQ.

#### Étaient présents :

Armes :

Billy-sur-Oisy : Hervé BOURGEOIS, titulaire

Breugnon : Sébastien REVERDY, titulaire

Brèves :

Chevroches : Jean-Louis LEBEAU, titulaire

Clamecy : Nicolas BOURDOUNE, Alain MAGNIEN, Louissette DUQUÉ, Roland GATEAU, Zaara DIMPRÉ, Michel CARVOYEUR, Odile MAILLARD, Dominique GIRAULT, titulaires

Corvol-l'Orgueilleux : Marie-Francine HOUDIN, Jean-Luc CIUDAD, titulaires

Coulanges-sur-Yonne : Marcel CHEVILLON, Patrick ROY, titulaires

Courcelles : Michaël FRANÇOIS, titulaire

Crain :

Cuncy-lès-Varzy : Pascal BEAURENAUT, titulaire

Dornecy : Bernard DEVOUARD, suppléant

Entrains-sur-Nohain : Michel POIRIER, Blandine DECAENS titulaire

Festigny : Michel DONZEL-BOURJADE, titulaire

La Chapelle-Saint-André : Janny SIMÉON, titulaire

Lucy-sur-Yonne : Eric FIALA, titulaire

Marcy : Guy GAUJOUR, titulaire

Menou :

Oisy : Brigitte PICQ, titulaire

Ouagne : Bruno MILLIÈRE, titulaire

Oudan : David LETORT, titulaire

Parigny-la-Rose :

Pousseaux : Jacques VIGIER, titulaire

Rix : Jean-Michel FORGET, titulaire

Saint-Pierre-du-Mont : Marie-Noëlle LAMOUILLE, suppléante

Surgy : Denis FORESTIER, titulaire

Tracy l'Orgueilleux : Mohammed-Azeddine FILALI, titulaire

Varzy : Gilles NOËL, Christiane BOCQUET, Serge SOSIEWICZ, titulaires

Villiers-le-Sec : Marie-France DUHAMEL, titulaire

Villiers-sur-Yonne : Franck GOLL, titulaire

Étaient excusés ayant donné pouvoir : Jérôme BERSON à Bruno MILLIÈRE, Yves LAMBLÉ à Janny SIMÉON, Isabelle CIUDAD-KADI à Nicolas BOURDOUNE, Gilles TEXIER à Alain MAGNIEN, Valérie TAUPENOT-MUGNIER à Louissette DUQUÉ, Sophie MEFTAH à Zaara DIMPRÉ, Jacky COIGNET à Marcel CHEVILLON, Véronique Ravaud à Pascal BEAURENAUT.

Étaient excusés : Monsieur Julien GUIBERT

Absents non représentés : Alain DEDIANNE, Frédéric ZALEWSKI, Julien GUIBERT, Jean-Luc MICHEL.

Assistait également à la réunion : Madame Magali Doix, Monsieur Pascal Housset.

A été élu secrétaire de séance : Madame Christiane BOCQUET

## ORDRE DU JOUR

- Approbation du PV du conseil communautaire du 19 décembre 2023

### Ressources humaines

1. Création de deux postes de saisonnier pour la saison touristique 2024

### Aménagement du territoire

2. Projet de délibération : approbation de la modification de droit commun du plan local d'urbanisme de Varzy (*Annexe 1*)
3. Projet de délibération complémentaire à la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)

### Culture

4. Convention 2023/2024 concernant les moyens affectés par RESO Nièvre à la Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne pour le fonctionnement de l'Etablissement d'Enseignement Artistique Haut Nivernais Val d'Yonne (*Annexe 2*)

### Tourisme

5. Révision des statuts du Syndicat mixte d'équipement touristique du canal Nivernais (*Annexe 3*)

### Petite enfance

6. Délibération portant modification des règlements de fonctionnement de la micro-crèche Mirabelle et de la crèche Le jardin des écureuils (*Annexe 4 et 5*)

### Développement durable / Biodiversité

7. Natura 2000 : actions et demandes de subventions 2024

Madame la Présidente fait part des informations suivantes :

- Madame Decaens nouvelle déléguée communautaire remplaçante de Madame Mélanie CROISY démissionnaire de la Mairie de Entrains-sur-Nohain.
- Monsieur Jean-Luc MICHEL élu nouveau Maire de Parigny-la-Rose (absent par manque de disponibilité).
- Présence de Madame Magali DOIX, nouvelle directrice générale des services de la CCHNVY qui se présente devant l'assemblée.

### ➤ Approbation du procès-verbal du conseil communautaire du 19 décembre 2023

Concernant les 2 remarques formulées par Messieurs Lebeau et Siméon, relatives au point budgétaire du service assainissement, Madame la Présidente dit que les éléments sont bien inscrits en page 8. Sans autre intervention, elle propose de passer à son approbation.

Après en avoir délibéré, Le conseil communautaire, À L'UNANIMITÉ

## RESSOURCES HUMAINES

### Dossier 1

#### Création de deux postes de saisonnier

Rapporteur : Brigitte PICQ

La Présidente rappelle que la Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne exerce la compétence promotion du tourisme sur son périmètre ainsi que la gestion des haltes nautiques de Villiers-sur-Yonne, Chevroches, Coulanges-sur-Yonne, Pousseaux et Clamecy.

Dans le cadre du développement touristique du territoire, et de la valorisation des ports et des haltes nautiques du canal du Nivernais, il est nécessaire de procéder :

- au recrutement d'un conseiller en tourisme pour une durée de 6 mois à 35 heures. Il assurera, la promotion du tourisme local au service de tourisme, auprès des plaisanciers mais aussi lors d'événements intercommunaux, ainsi que le recouvrement du stationnement des bateaux et de la taxe de séjour lors des jours de repos de l'agent en charge de la collecte ;
- au recrutement d'un second saisonnier, en renfort d'accueil au service de Tourisme, pour renseigner, informer et orienter les visiteurs (guichet, téléphone, mails). Il sera en lien

avec les différents prestataires (hébergeurs, artisans, producteurs...). Il sera également en charge d'enregistrer l'information et le flux touristique sur l'outil adéquat (Tourinsoft). Il pourra également pallier aux absences du saisonnier long.

Ces deux agents seront basés au bureau du service de tourisme, à Clamecy, sous la responsabilité fonctionnelle du responsable d'accueil tourisme de la Communauté de communes.

**Monsieur Lebeau** rappelle que la compétence tourisme se trouve dans le giron des Communautés de Communes qui peuvent avoir la possibilité de créer un office de tourisme. À ce jour, la partie tourisme étant en régie directe, n'est pas reconnue par le code du tourisme, n'ayant pas de structure dédiée. En effet, un OT pour être reconnu en tant que tel doit avoir une structure dédiée se présentant soit sous la forme d'une délégation via la création d'une association, soit par le biais d'une structure publique telle que SPL ou autres modalités. Sur les dix intercommunalités se trouvant dans la Nièvre, quatre OT sont associatifs, deux sont en EPCI, un est en service public autonome, un en SPL et pour terminer, deux en régie directe (Tannay-Corbigny-Brinon et la CCHNVY). Une réflexion doit être engagée afin de construire un OT dédié avec un budget annexe ce qui permettra d'intégrer les professionnels de tourisme dont il rappelle également le turnover important. Il conclut en invitant à la réflexion pour trouver une stabilisation ce qui permettra d'asseoir la politique touristique de l'intercommunalité.

**Madame la Présidente** dit qu'il sera mentionné « service tourisme » en lieu et place « d'office de tourisme » et qu'effectivement une réflexion au sens large doit être menée sur le sujet.

**Après en avoir délibéré, Le conseil communautaire, À L'UNANIMITÉ**

- **DÉCIDE** le recrutement d'un saisonnier conseiller(ère) en tourisme, rémunéré sur les indices de base, pour une durée de 6 mois, du 15 avril au 14 octobre, à 35 heures par semaine, et d'un saisonnier au service de tourisme, rémunéré sur les indices de base, pour une durée de 4 mois, du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre ;
- **AUTORISE** Mme la Présidente ou le vice-Président chargé du tourisme à signer tout document relatif à ce recrutement.

## **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

### Dossier 2

**Approbation de la modification de droit commun du plan local d'urbanisme de Varzy**

Rapporteur : Hervé BOURGEOIS

Monsieur le Vice-Président en charge de l'urbanisme, rappelle au Conseil Communautaire les conditions dans lesquelles le projet de modification de droit commun du Plan local d'urbanisme (PLU) a été prescrit.

La Communauté de communes du Haut Nivernais Val d'Yonne a reçu une demande de la commune de Varzy pour permettre l'installation de la clinique vétérinaire, aujourd'hui en configuration inadéquate, sur un terrain classé actuellement en zone N du PLU. Une zone STECAL appropriée sera créée sur la parcelle AP 395 pour pouvoir accueillir ce nouveau projet et des compensations équivalentes à la surface concernée sont prévues en passant des parcelles d'un zonage UCb à un zonage N. Cette opération nécessite donc de procéder à la modification N°1 du PLU de VARZY.

Après saisine de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bourgogne-FRANCHE-COMTE, consultation des personnes publiques associées (PPA), le projet de modification de PLU est soumis à l'enquête publique du 16 novembre au 19 décembre 2023.

Au cours des quatre permanences qui se sont tenues en mairie de Varzy par Monsieur Laprevotte, commissaire enquêteur désigné par le TA de Dijon, 4 personnes sont venues déposer à 3 reprises des observations sur le registre d'enquête publique, 1 courrier a été remis en mains propres et aussitôt enregistré dans le registre.

À la suite du procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur remis à l'issue de l'enquête publique, le maître d'ouvrage a transmis un mémoire-réponse aux remarques soulevées par le public, en apportant des arguments pertinents à chaque observation.  
Le commissaire enquêteur, dans ses conclusions, souscrit intégralement au point de vue du maître d'ouvrage quant aux interrogations et propositions du public. Les réponses et observations formulées par le maître d'ouvrage ainsi que l'avis du commissaire enquêteur permettent donc d'arriver au terme du présent rapport. Le projet présenté se montre pertinent et correspond à une nécessité avérée.

**Ainsi, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Vice-Président ;**

**Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L153-41 et suivants ;**

**Vu le Plan local d'urbanisme (PLU) de Varzy approuvé par délibération en date du 29 novembre 2011;**

**Vu l'arrêté intercommunal en date du 17 mars 2022 prescrivant la modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de Varzy ;**

**Vu la notification aux personnes publiques associées du dossier de modification de droit commun du Plan local d'urbanisme en date du 27 mars 2023 et l'absence d'avis de la MRAE dans le délai de 3 mois imparti ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 58-2023-05-11-00009 en date du 11 mai 2023 autorisant la dérogation au principe d'urbanisation limitée dans le cadre de la modification du PLU de Varzy pour accorder la délimitation d'un STECAL en zone N ;**

**Vu la délibération du conseil communautaire n° 104-2021 en date du 19 octobre 2023 fixant les modalités d'enquête publique ;**

**Vu l'arrêté de Madame la Présidente de la Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne n° 185-2023 en date du 24 octobre 2023 soumettant à enquête publique le projet de modification de droit commun du PLU de Varzy ;**

**Vu les observations formulées lors du déroulement de l'enquête publique, ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la suite de l'enquête publique ;**

**Vu le projet de modification de droit commun du PLU annexé à la présente délibération.**

**Après en avoir délibéré, Le conseil communautaire, À L'UNANIMITÉ**

- **APPROUVE** la modification de droit commun du Plan local d'urbanisme telle annexée à la présente délibération ;
- **PRÉCISE** que le PLU modifié approuvé de Varzy sera tenu à la disposition du public à la mairie de Varzy ;
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou le vice-Président en charge de l'urbanisme à signer tout document relatif à cette décision.

La présente délibération sera transmise au Préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois conformément à l'article R153-21 du Code de l'urbanisme. Mention de cet affichage sera insérée en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération deviendra exécutoire un mois après sa publication et sa transmission au Préfet en application de l'article L153-44 du Code de l'urbanisme.

*Annexe 1 : PLU modifié de la commune de Varzy*

Dossier 3

**Délibération complémentaire à la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)**

**Rapporteur : Hervé BOURGEOIS**

Monsieur le Vice-Président en charge de l'urbanisme rappelle au Conseil communautaire que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal a été prescrit par la délibération n°28-2021 en date du 15 mars 2021.

Les modalités de collaboration et de concertation entre les communes membres, les partenaires associés, les habitants, les associations et les autres personnes concernées ont fait l'objet d'un débat et de décisions en Conseil des Maires du 2 mars 2021 en présence de Monsieur Le Sous-Préfet (cf Annexe CR Conseil des maires).

Ces modalités, conformément à l'article L103-2 du Code de l'urbanisme, ainsi que les mesures de diffusion et de communication de l'avancement de chaque étape dans la procédure d'élaboration du PLUi, doivent être délibérées.

Compte tenu de ces éléments, il convient de venir compléter la délibération de prescription sur ces éléments.

**Ainsi, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Vice-Président ;**

**Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L103-2 et suivant, les articles L151-1 et suivants, les articles L153-8 et suivants et R151-1 et suivants ;**

**Vu les articles L153-1 et suivants et R153-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;**

**Vu la délibération n°28-2021 du Conseil communautaire en date du 15 mars 2023 prescrivant l'élaboration du PLUi ;**

**Considérant qu'il convient de compléter la délibération prescrivant l'élaboration du PLUi sur les points suivants.**

**Après en avoir délibéré, Le conseil communautaire, À L'UNANIMITÉ**

- **DÉFINIT** conformément à l'article L103-2 et suivant du Code de l'urbanisme, les modalités de concertation et de communication à destination des habitants, associations locales et autres personnes concernées, suivantes :
  - des réunions publiques d'information tout au long de l'élaboration du document (Diagnostic, PADD, règlement écrit et graphique, etc) ;
  - des articles sur la procédure ou l'avancement des études, publiés sur le site internet institutionnel, la page Facebook ou tout autre réseau de communication de la Communauté de communes ;
  - la publication de panneaux présentant les pièces du PLUi ;
  - la mise à disposition d'un cahier de concertation au siège de la Communauté de commune et dans chaque mairie permettant de recueillir l'avis et les remarques des administrés tout au long de la procédure ;
  - la mise à disposition des pièces validées au siège de la Communauté de communes permettant de recueillir l'avis et les remarques des administrés tout au long de la procédure ;
- **PRÉCISE** les modalités de collaboration entre les communes membres et la Communauté de communes, conformément à l'article L153-8 du Code de l'urbanisme :
  - d'organiser des points d'étape sous forme de conférence des maires, où chacune des communes sera invitée à envoyer un représentant ;
  - d'organiser des ateliers thématiques ou des groupes de travail ciblés sur les pièces du PLUi, animés par la Communauté de communes et le bureau d'études sélectionné, où chaque commune sera invitée à envoyer au moins un représentant ;
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou le vice-Président en charge de l'urbanisme à signer tout document relatif à cette décision.

Conformément à l'article L153-11 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux personnes suivantes :

- Les préfets de la Nièvre et de l'Yonne,
- La région Bourgogne Franche Comté,
- Les départements de la Nièvre et de l'Yonne,
- Le Pays Nivernais Morvan,
- Le Parc Naturel Régional du Morvan,
- Les chambres de commerce et d'industrie de la Nièvre et de l'Yonne,
- Les chambres des métiers et de l'artisanat de la Nièvre et de l'Yonne
- Les chambres d'agriculture de la Nièvre et de l'Yonne,
- Le gestionnaire d'infrastructure ferroviaire ayant au moins un passage à niveau ouvert au public dans l'emprise du PLUi (SNCF),
- Le syndicat du SCoT du Grand Avallonnais,
- Le syndicat du SCoT de Puisaye-Forterre,
- Le syndicat du SCoT du Grand Nevers,
- Le Centre National de la Propriété Forestière,

La présente délibération sera :

- Transmise au préfet de la Nièvre au titre du contrôle de légalité,
- Affichée pendant au moins un mois au siège de la Communauté de communes et dans les mairies des communes membres,
- Publiée dans un journal diffusé dans les départements de la Nièvre et de l'Yonne,
- Publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R5211-41 du Code général des collectivités territoriales.

## CULTURE

### Dossier 4

**Approbation de la convention conclue avec RESO-Nièvre pour l'année scolaire 2023-2024 pour l'enseignement de la musique et de la danse.**

Rapporteur : Gilles NOËL

Monsieur Gilles Noël, vice-Président en charge du tourisme, de la culture, et de la communication au sein de la Communauté de communes, rappelle qu'il convient de renouveler annuellement la convention conclue avec RESO Nièvre afin d'assurer le fonctionnement de l'Établissement d'Enseignement Artistique du Haut Nivernais Val d'Yonne (EEAHNVY).

Ainsi, la convention présentée en annexe vise à définir les moyens mis à la disposition de la Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne par RESO Nièvre, au cours de l'année scolaire 2023-2024, en affectant ses agents à la réalisation du projet culturel de la Communauté de communes.

À ce titre, RESO Nièvre assure ainsi l'accompagnement du développement des compétences de ses agents, le pilotage et l'animation du réseau départemental des établissements, des sites territoriaux, et des ensembles de pratiques en amateur, et enfin met à disposition des moyens matériels et financiers permettant le bon déroulement des activités et la conduite d'actions communes au sein du réseau.

Pour l'année scolaire 2023-2024, soit du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024, RESO Nièvre affecte une équipe constituée d'une directrice et de 14 enseignants artistiques correspondant à 96.50 heures hebdomadaires d'enseignements au sein de l'EEAHNVY et sur le territoire de la Communauté de communes.

Il est à noter que la fréquentation de l'EEAHNVY est en hausse de 20% pour cette année scolaire par rapport à la rentrée 2022, avec notamment une nouvelle discipline proposée qui a rencontré un fort succès, l'enseignement du Hip-hop, et une forte augmentation du nombre d'inscriptions au cours d'éveil musical et d'initiation musique et danse pour les élèves de 3 à 7 ans. De plus, les moyens mis à disposition par RESO Nièvre sur le territoire de la Communauté de communes permettent, cette année, de rendre accessible l'enseignement de la musique et de danse sur l'ensemble de notre territoire.



Le montant de la participation financière incombant à l'intercommunalité est de 57% du coût moyen d'une heure/année, l'évolution du coût moyen d'une année civile à l'autre étant fixée par le conseil d'administration de RESO Nièvre.

Ainsi, pour l'année scolaire 2023/2024, la Communauté de communes versera à RESO Nièvre une participation qui s'élève à 141 083 €. Le détail de la répartition des heures se trouve dans la convention annexée à ladite délibération.

À titre d'information, le Conseil Départemental de la Nièvre, via RESO Nièvre, participe à hauteur de 43% au coût de l'emploi du directeur et des enseignants, soit 106 414 €.

**Ainsi, suite à cet exposé concernant le contenu de la convention 2023-2024 proposée par RESO Nièvre :**

**Vu la charte de coopération adoptée par le conseil d'administration de RESO Nièvre le 20 février 2020 ;**

**Vu l'arrêté interpréfectoral n° BCLEAR/2022/291 en date du 29 juillet 2022 portant transfert de la compétence Enseignement de la Musique et de la Danse et modification des statuts de la Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne ;**

**Vu le projet 2023/2028 présenté par le directeur de RESO Nièvre et adopté par le conseil d'administration le 27 juin 2023 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° BCLEAR/2023/12/22/00003 en date du 22 décembre 2023 portant adhésion de la Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne à l'EPCC RESO ;**

**Monsieur Bourdoune** dit que lorsque la CCHNVY a repris la gestion en lieu et place des communes, il avait été convenu que l'occupation des locaux actuels était à titre transitoire et que l'intercommunalité devait travailler à l'identification de nouvelles parcelles ou d'un nouveau bâtiment dont elle prendrait alors la gestion pour exercer dans sa totalité la globalité de la compétence et pas seulement la partie « Enseignement ». Aussi, il demande à Monsieur Noël s'il peut faire un point d'étape sur les démarches et en particulier celles concernant le bâtiment.

**Monsieur Noël** propose à Monsieur Bourdoune de rester pour l'instant sur la délibération et son approbation et de revenir ensuite sur sa question lors du chapitre « questions diverses ».

**Monsieur Lebeau** indique qu'il avait déjà évoqué que l'école de musique puisse intervenir dans toutes les écoles du territoire comme le fait par ailleurs l'intercommunalité des Amognes. Aussi, il propose qu'un chiffrage soit présenté étant conscient du coût que cela peut représenter.

**Madame la Présidente** dit que par le passé effectivement, il y avait des interventions dans toutes les écoles, car les communes présentes dans le comité participaient ayant la compétence scolaire et payaient les interventions. Aujourd'hui, la CCHNVY n'intervient pas sur un temps scolaire, n'ayant pas la compétence. Aussi, Madame la Présidente, conclut en indiquant qu'une réflexion et une étude doivent se faire concernant le sujet évoqué par Monsieur Lebeau.

**Après en avoir délibéré, Le conseil communautaire, À L'UNANIMITÉ**

- **APPROUVE** la convention concernant les moyens affectés par RESO Nièvre à la Communauté de communes Haut Nivernais - Val d'Yonne pour le fonctionnement de l'Etablissement d'Enseignement Artistique du Haut Nivernais Val d'Yonne annexée à la présente délibération pour l'année 2023-2024 ;
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou le vice-Président en charge de la culture à signer ladite convention et tout document relatif à ce dossier.

#### Annexe 2 :

*Convention 2023-2024 concernant les moyens affectés par RESO Nièvre à la Communauté de communes pour le fonctionnement de l'EEAHNVY*

## **TOURISME**

### Dossier 5

**Révision des statuts du Syndicat mixte d'équipement touristique du canal Nivernais**

Rapporteur : Brigitte PICQ

Madame la Présidente expose à l'assemblée la délibération relative aux statuts du SMET et aux nominations de ses délégués titulaires et de ses suppléants.

Depuis 2019, un projet de syndicat unique, dénommé "Grand syndicat", sur l'ensemble du canal du nivernais, aussi bien dans le département de la Nièvre que celui de l'Yonne, est envisagé.

La future structure sera en charge de l'animation territoriale uniquement.

Le Syndicat mixte d'équipement touristique du canal du Nivernais (SMET), aura pour objet d'assurer les investissements engagés et en cours d'amortissement ainsi que des interventions de maintenance sur ces mêmes équipements et ouvrages.

Le SMET n'exercera plus la compétence animation, une même compétence ne pouvant pas être exercée par deux syndicats différents sur le même territoire.

Aussi, il convient de réviser ses statuts pour intégrer cette modification de compétence et la composition des membres délégués communautaires.

Le SMET est institué pour une durée limitée et sera dissous lorsque le dernier emprunt sera honoré. L'article 11 des nouveaux statuts prévoit la répartition des charges financières.

**Ainsi, après avoir entendu l'exposé de Madame la Présidente ;**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5721-5-1 portant sur la modification des statuts d'un syndicat mixte de coopération intercommunale ;**

**Vu l'article L5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales ;**

**Vu la Délibération n°2021-132 de nomination au Syndicat Mixte d'Animation et de Développement Touristique du Canal Du Nivernais, structure unique d'animation, de Messieurs Jean-Louis Lebeau et Gilles Noël comme délégués titulaires et Messieurs Yves Lamblé et Jérôme Berson comme délégués suppléants ;**

**Vu la Délibération n°128-2023 du 28 novembre 2023 de la Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne de nomination de ses représentants au Syndicat mixte d'équipement touristique du canal du Nivernais ;**

**Vu la Délibération du Comité syndical du Syndicat mixte d'équipement touristique du canal du Nivernais réuni le 11 décembre 2023 pour examiner les nouveaux statuts du Syndicat mixte d'équipement touristique du canal du Nivernais ;**

**Considérant que les membres du Syndicat mixte d'équipement touristique du canal du Nivernais sont exclusivement les Communautés de communes nivernaises qui prendront en charge les contributions initialement sollicitées aux communes baignées ;**

**Considérant que le Syndicat mixte d'équipement touristique du canal du Nivernais a pour objet unique d'assurer les investissements engagés et en cours d'amortissement sur l'ensemble de ses ouvrages ;**

**Considérant que les nouveaux statuts prévoient la nomination de deux délégués titulaires et deux délégués suppléants qui peuvent être les mêmes que ceux désignés pour siéger au Grand Syndicat ;**

**Monsieur Lebeau remercie Madame la Présidente d'avoir inscrit ce dossier à l'ordre du jour. Ce grand syndicat unique permettra de regrouper 8 intercommunalités y compris l'agglomération d'Auxerre jusqu' à Decize et d'avoir le développement touristique sur l'ensemble du linéaire du canal du Nivernais dont la décision est d'en faire une destination touristique à part entière ce qui développera alors l'économie. Actuellement, une discussion est engagée avec la Région Bourgogne Franche Comté et une réunion est envisagée en présence des Communautés de communes afin d'évoquer les projets futurs sachant que l'enjeu reste le développement des services sur le linéaire (eau, électricité, OM etc...).**

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire À l'UNANIMITÉ :**

- **VALIDE** la modification des statuts du SMET du canal du Nivernais retirant la compétence animation,
- **ADOpte** les nouveaux statuts du SMET du canal du Nivernais ;
- **NOMME** deux délégués titulaires : Monsieur LEBEAU, Monsieur NOËL.
- **NOMME** deux délégués suppléants : Monsieur BERSON, Monsieur LAMBLÉ.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tout document relatif à cette décision.

**Annexe 3 : statuts du Syndicat mixte d'équipement touristique du canal Nivernais**



Après l'approbation des statuts du SMET, Madame la Présidente propose de renommer à main levée les délégués.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire accepte le vote à main levée à l'UNANIMITÉ**

Madame la Présidente propose la nomination des délégués déjà élus pour représenter la CCHNVY au grand syndicat :

Monsieur LEBEAU, Monsieur NOËL en tant que délégués titulaires  
Monsieur BERSON, Monsieur LAMBLÉ en tant que délégués suppléants.

**Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire À l'UNANIMITÉ :**

- **NOMME** deux délégués titulaires : Monsieur LEBEAU, Monsieur NOËL.
- **NOMME** deux délégués suppléants : Monsieur BERSON, Monsieur LAMBLÉ.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer tout document relatif à cette décision.

## **PETITE ENFANCE**

### Dossier 6

**Délibération portant modification des règlements de fonctionnement de la micro-crèche Mirabelle et de la crèche Le jardin des Écureuils**

Rapporteur : Brigitte PICQ

Madame la Présidente expose à l'assemblée les règlements des crèches « Le jardin des Écureuils et Mirabelle ».

Les accueils intercommunaux crèches et micro-crèches offrent à la fois un mode d'accueil régulier pour les enfants âgés de 10 semaines à 3 ans et un accueil occasionnel destiné aux enfants jusqu'à 6 ans dans la limite des places disponibles. Ils veillent à la santé, à la sécurité, au bien-être et à l'éveil des enfants confiés, ainsi qu'à leur épanouissement en collectivité.

Ils sont gérés par la Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne et sont ainsi sous la responsabilité de sa Présidente.

Les règlements de fonctionnement, ci-annexés, sont fournis dès la demande d'inscription aux familles. Ils formalisent ainsi les dispositifs et règles d'organisation des crèches et précisent les responsabilités de chacun, familles et organisation intercommunale. À ce titre, ils servent de base au contrat établi entre chaque famille et la collectivité.

Depuis l'intégration des 5 communes en 2018 et donc de la micro-crèche Mirabelle située à Coulanges-sur-Yonne, les règlements de fonctionnement avaient été fusionnés dès 2019.

Le service de PMI du Département de l'Yonne, auquel est rattachée la micro-crèche Mirabelle, demande aujourd'hui à formaliser des règlements différents, la micro-crèche Mirabelle étant rattaché.

De plus, il convient de faire référence aux quelques textes réglementaires parus depuis leur validation, ainsi que de modifier l'adresse de la crèche située à Clamecy depuis l'ouverture de la nouvelle structure.

Aussi il est proposé au Conseil communautaire de procéder à la validation des deux règlements présentés.

**Ainsi, après avoir entendu l'exposé de Madame la Présidente ;**

**Vu le règlement de fonctionnement mutualisé de la crèche Le jardin des écureuils et de la micro-crèche Mirabelle délibéré le 20 juillet 2021,**

**Considérant qu'il est nécessaire de les scinder et de procéder aux modifications mineures présentées,**

**Après en avoir délibéré, Le conseil communautaire, À l'UNANIMITÉ**

- **AUTORISE** Madame la Présidente ou la vice-Présidente en charge de la petite enfance à mettre en œuvre les nouveaux règlements en annexe dès que la présente délibération sera exécutoire et permettre le fonctionnement des structures communautaires Le Jardin des écureuils et Mirabelle.

**Annexes 4 et 5 :**

***Règlements de fonctionnement de la crèche « LE JARDIN DES ÉCUREUILS » et règlement de fonctionnement de la micro-crèche « MIRABELLE »***

**DÉVELOPPEMENT DURABLE / BIODIVERSITÉ**

**Dossier 7**

**Natura 2000 : actions et demande de subvention 2024**

Rapporteur : Jean-Jacques MEY

Depuis 2017, la Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne porte la maîtrise d'ouvrage de l'animation du site Natura 2000 « Pelouses calcicoles et falaises des environs de Clamecy », dans la continuité du portage assuré par l'ancienne Communauté de communes du Val du Saucy.

En novembre 2023, la Communauté de communes Haut Nivernais Val d'Yonne a été désignée par le Comité de Pilotage du site Natura 2000 pour assurer de nouveau cette maîtrise d'ouvrage pour la période 2024-2026. Dans ce cadre, une consultation pour un marché de services a été lancée en décembre 2023 afin de désigner la structure animatrice ayant pour mission de mettre en œuvre le Document d'Objectifs (DOCOB) et de gestion du site Natura 2000.

La Commission d'Appel d'Offres, réunie le 6 février 2024, est favorable à l'attribution du marché au Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne.

Le marché comportera une tranche ferme et deux tranches conditionnelles désignées ci-après :

- une tranche ferme correspondant au programme d'animation du 15/02/2024 au 31/12/2024,
- une tranche conditionnelle N°1 correspondant au programme d'animation du 01/01/2025 au 31/12/2025,
- une tranche conditionnelle N°2 correspondant au programme d'animation du 01/01/2026 au 31/12/2026.

Pour la tranche ferme du marché correspondant à l'année 2024, le coût est estimé à 29 935.14 € HT, soit 35 730.14 € TTC.

Une demande de subvention peut être faite sur le dispositif 7.6.1 lié à l'animation du DOCOB d'un site Natura 2000.

Dépenses	Montant €HT	Montant €TTC
Prestations de service	28 975	34 770
Frais de personnel	834.91	834.91
Coûts indirects	125.23	125.23
<b>TOTAL PROJET</b>	<b>29 935.14</b>	<b>35 730.14</b>

Le plan de financement lié à ce dispositif est le suivant :

Financeurs sollicités	Montant en euros
Région Bourgogne Franche-Comté	7 146.03
Union Européenne (FEADER)	28 584.11
<b>TOTAL PROJET</b>	<b>35 730.14</b>

**Après en avoir délibéré, Le conseil communautaire, À L'UNANIMITÉ**

- **APPROUVE** l'attribution du marché pour l'animation du site Natura 2000 « Pelouses calcicoles et falaises des environs de Clamecy » au Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne ;
- **SOLLICITE** une demande de subvention globale de 35 730.14€, répartie comme suit : 7 146,03€ de la région Bourgogne Franche-Comté et 28 584,11 € de l'Union Européenne (FEADER) ;
- **AUTORISE** la Présidente ou Monsieur le Vice-Président au Développement Durable à signer tout document relatif à cette demande de subvention.

### **QUESTIONS DIVERSES**

**Madame la Présidente** donne les informations suivantes :

#### **Publicité extérieure**

La CCHNVY ayant la compétence PLUi, la publicité extérieure serait transférée à l'intercommunalité au 1er juillet 2026 sauf si la volonté des élus - comme notifié dans le courrier préfectoral reçu - et de refuser ce transfert.

#### **Eau :**

La compétence eau en l'état actuel des textes sera au 1<sup>er</sup> janvier 2026 transféré à la CCHNVY ce qui demandera la création d'un budget annexe eau, d'une délégation aux syndicats pour la gestion des communes souhaitant adhérer à ceux-ci, d'une reprise des contrats existants en affermage et pour terminer la gestion des communes par la CCHNVY qui ne souhaiteront pas adhérer à un syndicat. Plusieurs réunions de présentation sur le sujet étant en cours, madame la Présidente, laisse la parole à Monsieur Siméon.

**Monsieur Siméon** indique que cette compétence sera effectivement donnée aux intercommunalités. À ce jour, ce qu'il peut d'ores et déjà affirmer, est que le prix de l'eau devra à plus ou moins long terme être unique pour la CCHNVY, mais sans savoir si cette dernière pourra décider d'en créer d'autres, les explications données lors de la dernière réunion en présence de l'AMF étant confuses sur cet aspect.

#### **BÂTIMENT ÉCOLE ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE HAUT NIVERNAIS VAL D'YONNE :**

**Monsieur Noël** indique que plusieurs visites de bâtiments ont eu lieu dans le centre de Clamecy et un terrain visé afin de voir dans quelle mesure cela pourrait répondre au cahier des charges. Pour l'instant, il n'en ressort rien de concret, mais la recherche continue, l'idée restant un bâtiment fonctionnel et un stationnement attendant.

**Monsieur Bourdune** dit qu'il serait bien que des échanges se fassent en amont ne serait-ce sur le terrain visé afin que la ville de Clamecy ne préempte pas dessus si elle avait un projet potentiel.

**Monsieur Noël** lui répond qu'il ne s'agissait là que de visites et que bien évidemment, il l'informera si une action doit se mettre en place sur sa commune.

**Pascal Beurenaut** demande où se situe le terrain.

**Monsieur Noël** répond qu'il n'est pas possible de l'indiquer.

**Monsieur Lebeau** rappelle que la compétence de l'EEAHNVY est pratiquée par l'ensemble des 30 maires présents dans la CCHNVY. Aussi, il indique qu'il est bien de faire des propositions, mais celles-ci doivent être discutées avec l'ensemble des maires afin de décider collectivement du devenir de cette école de musique et de ses locaux, car là, l'impression est qu'il semble que cela soit déjà décidé. Il réitère l'idée d'une mutualisation avec les collèges qui sont des lieux éducatifs, pourvus de locaux et celle-ci pourrait par ailleurs représenter une économie d'échelle non-négligeable. Aussi, Monsieur Lebeau conclut en proposant un débat avec l'ensemble des maires sur le sujet.

Madame la Présidente dit qu'à ce jour rien n'est décidé et qu'aucun des bâtiments visités n'est à proposer aux élus. Quant à la proposition de Monsieur Lebeau, elle semble intéressante mais, peut s'avérer complexe en termes de mutualisation (transports, etc...).

Monsieur Lebeau répond qu'il ne faut absolument rien s'interdire.

Monsieur Lebeau et Madame la Présidente rappellent chacun leur tour, qu'il a fallu + ou - 5 ans pour que le projet final du pôle petite enfance voit le jour et qu'effectivement les délais peuvent être longs entre chaque étape.

Monsieur Noël dit que des informations seront demandées au Conseil Départemental sur la proposition avec les collègues.

#### Déchets :

Madame la Présidente relate les points suivants :

- Depuis plusieurs années, se pose le problème des incivilités dans toutes les communes y compris à Clamecy puisque c'est la plus grosse ville, sous la forme de déchets sauvages accentués l'été (période touristique),
- Tous les ans, en été, la CCHNVY redouble d'effort, car Clamecy est une ville touristique. Cet été encore, le service déchets a réitéré ses efforts et il ne faut pas se tromper de cible.
- Concernant le courrier reçu en juin de Monsieur Bourdoun, Maire de Clamecy, la réponse a été apportée par une réunion qui est la meilleure des solutions, en présence de Madame Houdin et Monsieur Guyot.

*(Madame la Présidente est interrompue par Monsieur Bourdoun à qui elle répond : «. Vous n'avez pas demandé la parole, je ne vous l'ai pas donné et vous ne m'interrompez pas s'il vous plaît ! On apprend aux enfants à ne pas couper la parole, je finis de parler et je vous la passe après ». « Oui, mais tu n'es pas ma maman, rétorque t'il ». Ce à quoi Madame la Présidente répond : « Non, je suis la Présidente de l'assemblée et j'aimerais terminer mes propos ».*

Madame la Présidente reprend son intervention.

- Remarque émise lors du conseil communautaire de septembre évoquant la non-réponse au courrier suscité. Dont acte et réponse a été faite.
- Réponse insatisfaisante pour la commune de Clamecy.
- Dépôt d'ordures (illégal) devant le service administratif de la CCHNVY, chose combattue par tous au quotidien.
- Réunion de concertation en présence de la sous-préfète, Monsieur le Secrétaire général. La DGFIP étant absente, aucun élément chiffré n'a pu être transmis.

#### Les propos des services de l'État :

- Les déchets sauvages sont de la responsabilité du Maire par le biais du pouvoir de police général qu'il détient et de l'obligation de maintien de la salubrité publique.

- Déchets sauvages : tout déchet déposé en dehors des lieux, jours, heures, type de déchet définis.

- Les déchets non-conformes issus de la collecte sont aussi de la responsabilité du Maire puisqu'ils dépendent du pouvoir de police spéciale dont le transfert a été refusé.

- Les agents de collecte localisent les sacs, l'ambassadeur de tri repasse pour voir le propriétaire ou mettre un mot dans sa boîte aux lettres. Si le propriétaire ne ramasse pas son sac pour trier et le remettre, il s'agit de déchets non-conformes issus de la collecte.
- Dans les 6 mois après l'élection du Président de la Communauté de communes, les communes doivent informer de leur volonté de garder ce pouvoir de police spéciale ou non, à partir d'une seule commune qui refuse le Président peut refuser le transfert sur la totalité du territoire.

À noter que 19 communes ont refusé le transfert à la CCHNVY.

Le pouvoir de police spéciale reste donc de la compétence du Maire.

- Les déchets sur/au pied des PAV sont considérés comme déchets sauvages.

Seul, éventuellement, le verre déposé au pied des PAV destinés à recevoir le verre (ou le papier au pied du PAV papier) pourrait être considéré comme déchets issus de la collecte, mais là encore du pouvoir du Maire.

**Plan d'actions, conciliation et avancement sur le sujet :**

Propositions de la sous-Préfète Madame Franchi et acceptation de celles-ci par Madame la Présidente de la CCHNVY :

- Ramassage des sacs rouges ou jaunes s'ils sont conformes, présents au pied des PAV lors de la collecte, et uniquement ceux-là.
  - Ramassage du verre au pied des PAV par les services de la CCHNVY (comme dans toutes les communes).
- Ceci, d'ici la validation du règlement de collecte en comptabilisant les déchets pour pouvoir faire un bilan.
- Accord sur la remarque que, quand les sacs sont vidés, parfois des déchets volent. Ces déchets seront ramassés.
  - À la demande du Maire de Clamecy, des PAV seront retirés, voir même déplacés à des endroits définis par lui comme cela a été le cas jusqu'à présent. Il n'y aura pas de service en porte-à-porte en remplacement.
  - Un plan de la ville, avec l'emplacement des PAV, sera réalisé, et cela peut être généralisé à l'ensemble des communes et inséré dans le règlement de collecte.
  - Une réunion se tiendra concernant la verbalisation des sacs poubelles non-conforme. L'ambassadeur de tri travaillera avec l'agent de police municipal - seul autorisé à verbaliser afin de toucher au plus près les incivilités.
  - Étudier une campagne de communication.

Tous les autres déchets sont de la responsabilité du Maire, au pied des PAV, sur les pas-de-porte, sur les trottoirs.

Les agents de la CCHNVY ne ramasseront pas ces autres déchets comme cela a pu soit être dit ou soit retranscrit dans le journal.

**La taxe des ordures ménagères sert à payer :**

- Le fonctionnement des 3 déchetteries.
- Un site de stockage de déchets inertes.
- L'utilisation et l'entretien de 7 camions PL et autres matériels.
- Le salaire de 18,5 agents.

Cette taxe, n'a pas augmenté depuis la fixation des taux suite à la fusion (2 zones définies en septembre 2017 avec en 2018 un taux 11,20 % en secteur urbain et un taux de 13,5 % en secteur rural. Tant que le budget le permettra, la CCHNVY n'augmentera pas cette taxe.

Monsieur Bourdune répond sur les 3 points suivants :

**Courriers :**

- Rencontre en juin 2023 en présence de Madame Houdin Marie-Francine et Monsieur Guyot Christophe lors de laquelle plusieurs propositions ont été imaginées.
- Suite à cette rencontre et seulement après cette dernière, un courrier a été envoyé à la CCHNVY dont sa réponse n'est parvenue que fin octobre 2023.

**Taux :**

- Monsieur Bourdune indique d'entendre les propos énoncés sur le taux, mais il ne s'agit pas des mêmes bases et il faut établir une comparaison dans son ensemble. Aussi, c'est pourquoi la commune de Clamecy a demandé dans un souci de transparence et dans la mesure où il n'y a pas de budget annexe au niveau des déchets de connaître quelle est la part par commune en termes de recette pour financer le fonctionnement et cela permettrait également de voir quelle commune contribue +ou- afin de quantifier la réalité du coût du service par rapport au service tel qu'il est rendu.

#### Déchets :

- Déplacement des PAV d'un point A de la commune de Clamecy à un point B à savoir : les trottoirs du domaine public de la commune de Clamecy.

Pour Monsieur Bourdoun, il n'y avait aucune offense, mais juste la confrontation des choses à la réalité du quotidien des agents. Aussi, et même s'il y a eu un loupé au démarrage lors du 1<sup>er</sup> rendez-vous tel qu'il était prévu 5 jours après les dépôts de la veille, dans les faits, la rencontre en sous-préfecture a été plutôt productive puisqu'un certain nombre d'avancées et de solutions ont été imaginées et dont un des constats est la propreté des abords des PAV. Aussi, le but de ce différent ayant été trouvé, Monsieur Bourdoun remercie les agents du service déchets qui sont très attentifs à faire en sorte que les sacs-poubelles rose et jaune ainsi que les bouteilles qui sont déposés au pied des PAV soient retirés. Quant à la commune de Clamecy, elle prend sa part en ce qui concerne le reste du ramassage des déchets comme échangé lors de la réunion de concertation. Monsieur Bourdoun dit apprécier que le service s'étende dans un souci d'équité à l'ensemble des communes de l'intercommunalité, mais trouver dommage qu'il ait fallu en arriver à ce type de situation pour réussir à dialoguer, comme quoi le dialogue permet toujours de trouver des solutions qui vont dans le sens de l'intérêt commun et de conclure en remerciant Madame la Présidente.

Madame la Présidente acquiesce concernant les propositions trouvées pour améliorer la propreté des abords des PAV. Néanmoins, elle réitère que les sacs roses et jaune déposés au pied des PAV sont et restent considérés comme du dépôt sauvage. Elle souligne l'implication des agents du service déchets tout comme de préciser le geste financier fait par l'intercommunalité, d'où son souhait que l'étendue se fasse sur tout le territoire de la CCHNVY.

Concernant la taxe, il y a uniquement un seul volume par zone et il sera étudié si cela peut être appliqué par commune. Quant à la ville de Clamecy, plusieurs entreprises sont concentrées sur celle-ci, ce qui fût évoqué lors de la réunion et la pertinence serait un chiffrage par habitant sans la taxe des entreprises, le taux étant voté en théorie par rapport à un service.

Monsieur Bourdoun dit qu'effectivement le pouvoir de police incombe au maire. Toutefois, il rappelle que Monsieur le secrétaire général lors de la réunion a formulé qu'en l'état et puisqu'il n'y a pas de règlement de collecte à ce jour, cela limite grandement le pouvoir de police effectif du Maire tout en concluant qu'aujourd'hui une avancée est constatée de part et d'autre, ce qui permet de travailler de manière plus apaisée.

#### Projet MARPA :

Monsieur Forestier demande que soit fait un point d'étape puisqu'il semble qu'un architecte soit bientôt désigné concernant ce projet.

Madame la Présidente répond ne pas avoir connaissance de cette information ! Elle indique que sur le plan financier et à ce jour le montant trouvé en subvention s'élève à 170 000 € (projet à 5-6 millions) et indique que Monsieur Bazin lors de la réunion à Surgy a proposé de mettre le reste de l'enveloppe du contrat de territoire sur ce projet, mais il y a des communes qui ont déjà inscrit leurs projets auprès du département et reçu un accusé réception, le solde de l'enveloppe budgétaire ne permettra pas de donner et à l'ensemble des communes - dont leurs projets seront discutés en conseil - et pour le projet MARPA. Ce qui semble indiqué que si la CCHNVY s'écarte au profit des communes, la MARPA ne bénéficiera pas de l'aide financière du Conseil Départemental. La recherche continue concernant les financements mais à ce jour il existe très peu d'appel à projets pour le financer. Quant à la désignation d'un architecte, elle ne peut qu'infirmar cette information puisqu'à ce jour rien ne peut la définir. L'appel d'offres pour une AMO est lancé pour ce projet qui est structurant et conséquent et donc le choix de celle-ci va être fait d'ici un mois, puis choix d'un architecte, comme évoqué lors de la réunion à Surgy.

Monsieur Siméon dit à Monsieur Forestier que lors d'un déplacement récent au Conseil Départemental, il lui a été demandé pourquoi le projet MARPA était abandonné sans savoir d'où venait cette autre information et avoir téléphoné à la Présidente pour qu'elle confirme en direct la poursuite de ce projet.

Concernant les sacs-poubelles roses ou jaunes qui seraient déposés au pied des PAV dans sa commune, il dit qu'il continuera d'appliquer ce qu'il a toujours fait - à savoir les relever - refusant de faire déplacer un agent du service déchet pour les retirer.



Quant au pouvoir de police, ayant verbalisé deux personnes Monsieur Siméon dit l'exercer, et ce avec ou sans règlement. Il salue l'efficacité de Monsieur Bondoux, ambassadeur déchets, auprès duquel il a fait appel à plusieurs reprises et qui est toujours intervenu pour apporter les conseils concernant les gestes à appliquer évitant ainsi d'éventuels problèmes. Pour conclure, il indique que les Maires ont un rôle à jouer face aux incivilités fortement regrettables se trouvant sur tout le territoire.

Monsieur Bourdune dit que les agents ne sont pas contactés quand il y a des sacs déposés auprès des PAV puisqu'ils sont relevés lors de leurs passages. Maintenant au vu du nombre de PAV et en tant que Maire, il ne va pas ramasser les sacs n'étant ni le but ni le sujet tout en soulignant la réalité de dimension et de contrainte communale différente. Concernant le pouvoir de police relatif aux enseignes publicitaires qui était une attribution du Préfet, il souhaite juste rappeler que celui-ci relève désormais du Maire, du 01 janvier 2024 jusqu'au 30 juin 2024 et ce n'est qu'à partir du 1 juillet 2024 que le pouvoir de police le cas échéant pourra être transféré à la communauté de communes.

Madame la Présidente acquiesce les propos tout en précisant que cela est possible parce que la CCHNVY a la compétence urbanisme (PLUi) sinon cela resterait du ressort des Maires.

Monsieur Siméon dit que pour les déchets, il s'agit là d'un débat demandant à être prolongé et qu'il ne s'agit pas de comparaison, les problématiques étant différentes entre une ville et un village pour lequel bien souvent, c'est le maire qui se déplace. Il dit voir et entendre les problématiques de dépôts d'ordures rencontrées fortement regrettable à Clamecy et dont les auteurs devraient être pénalisés tout en concluant que dans les campagnes, ces mêmes dépôts peuvent se retrouver dans leurs fossés.

#### Déploiement de la fibre :

Monsieur Mey indique que le déploiement de la fibre optique est réalisé à hauteur de 96 % (9 081 prises construites) dans les communes ce qui permet d'alimenter 8 098 foyers. Néanmoins, quelques foyers sur les communes de Clamecy et Surgy ne sont toujours pas fibrés, tout comme il reste la difficulté concernant le raccordement qui demande une prise longue ou cela semble plus difficile.

Monsieur Vigier dit avoir rigolé en lisant la prose de Monsieur Bazin, estimant cette dernière hors de proportion tant ce déploiement de la fibre fût « un bordel » extraordinaire tout en concluant qu'à ce jour, il n'est toujours pas desservi.

Monsieur Mey invite Monsieur Vigier à lui communiquer les difficultés qu'il rencontre afin qu'elles soient transmises ensuite à Nièvre Numérique.

Madame la Présidente sans autres interventions, remercie Monsieur Noël pour le prêt de la salle et salue l'assemblée.

La séance est levée à : 19H45

Madame la secrétaire de séance

Madame la Présidente

Christiane BOCQUET



Brigitte PICO

